



L'importance du secteur de l'énergie au Canada

Allocution prononcée par

Victor G. Dodig

président et chef de la direction, Banque CIBC

devant

le Club économique du Canada

Calgary, Alberta

1^{er} novembre 2019

Bonjour. Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui, à un moment important pour l'Alberta et pour notre pays.

Nous vivons dans un pays qui a été construit grâce aux ressources naturelles.

Le secteur de l'énergie, en particulier, est un élément essentiel de notre économie et de notre identité. Il en est ainsi depuis des générations.

À bien des égards, c'est **notre** « entreprise familiale ». Ce n'est pas tout le monde qui y travaille, mais c'est tout le monde qui en profite, économiquement et socialement. Une grande partie de nos activités quotidiennes requiert de l'énergie.

Aujourd'hui, notre entreprise familiale est devant une occasion qui ne se présente qu'une seule fois dans une génération. Mais il y a de quoi en douter, non? Particulièrement à l'heure actuelle.

À l'heure actuelle, certains projets essentiels doivent être réalisés.

À l'heure actuelle, certains règlements doivent être clarifiés et simplifiés.

À l'heure actuelle, dans cette province, nous arrivons à un moment décisif :

Une occasion de tirer le maximum de l'abondance des ressources de l'Alberta, alors même que nous commençons à nous préparer pour le monde de demain.

Une occasion de prendre appui sur les succès antérieurs et de faire ce que les gens de l'Alberta font de mieux.

Et surtout, une occasion de renforcer l'économie de cette ville, de cette province et de notre pays.

Nous **alimentons déjà** le monde en idées et en innovations grâce aux secteurs forestier, minier et agricole. Nous alimentons aussi le monde en énergie, sous des formes établies et émergentes.

En principe, l'Alberta et le Canada **devraient** donc être dans une position enviable.

Nous devrions déjà être en voie de nous assurer une sécurité financière encore plus grande, pour

nous-mêmes et pour la prochaine génération qui prendra la relève de l'entreprise familiale.

Au lieu de cela, même si les données économiques du pays sont solides, nous traversons une période extrêmement difficile ici, en Alberta, et aussi de l'autre côté de la frontière, en Saskatchewan.

Plutôt que de rivaliser à l'échelle mondiale pour obtenir une plus grande part du marché de l'énergie en plein essor, il semble que nous soyons en concurrence avec nous-mêmes... région contre région, Canadien contre Canadien. Nous pensons davantage au processus qu'à la production. Nous sommes empêtrés dans les questions réglementaires au lieu de produire des résultats et de démontrer le leadership du Canada en matière d'environnement et de technologie.

Et c'est pourquoi l'Alberta souffre.

Le taux de chômage ici est 25 % plus élevé que la moyenne nationale. Le secteur pétrolier et gazier compte 50 000 travailleurs de moins qu'il y a cinq ans. Le prix des maisons a aussi été touché. Les revenus que le gouvernement provincial tire du secteur ont chuté de plus de moitié entre 2013 et 2017.

Les temps sont durs pour l'entreprise familiale. À l'instar de toute famille, nous devons maintenant **nous unir** et tout mettre en œuvre pour trouver une solution.

Selon moi, le point de départ de toute discussion sur le Canada et l'avenir de ses ressources énergétiques est le suivant : les gens et les chefs d'entreprise de l'Alberta veulent travailler. Vous voulez qu'on investisse de nouveau dans la province. Vous voulez être plus concurrentiels que jamais. Vous voulez innover. Vous voulez acquérir des clients dans d'autres pays. Vous voulez retrousser vos manches et propulser l'entreprise familiale vers de nouveaux sommets – de façon responsable.

Il faut donc intervenir dans la lutte contre les changements climatiques. Partout dans le monde, la demande d'énergie continue de croître, alimentée par la consommation. Et les experts nous disent que cette demande continuera d'augmenter pendant plusieurs années. Pendant plusieurs décennies en fait, en grande partie à cause de

la hausse des revenus et de l'amélioration de la qualité de vie à l'échelle planétaire. Ce dont le monde a besoin, c'est d'un meilleur accès à la production d'énergie responsable, un domaine que **nous maîtrisons** mieux que quiconque.

Pour répondre à la demande, autrement dit pour élargir nos marchés tout en luttant contre les changements climatiques, nous aurons besoin du soutien des autres Canadiens. Nous aurons besoin que le gouvernement ainsi que le secteur lui-même et les partenaires clés fassent preuve d'un réel leadership.

Ne nous méprenons pas : en tant que pays, nous avons des bases solides, une fière tradition et les ressources nécessaires pour bâtir l'avenir.

Mais nous ne pouvons pas nous permettre de rater d'autres occasions, et ce n'est pas le moment de nous attarder aux choses du passé. Ensemble, nous devons nous engager à prendre des décisions judicieuses qui nous permettront de tirer le maximum de nos forces.

Pour bâtir l'avenir, il faut se montrer ambitieux.

Nous devons donc diversifier nos relations d'exportation pour prendre pied sur les marchés de croissance de l'avenir. Nous devons nous engager sur la voie de la réconciliation économique avec les peuples autochtones afin qu'ils participent à ce nouvel avenir au lieu de rester en marge.

En tant que pays, nous devons non seulement maintenir, mais aussi consolider notre position de chef de file du développement responsable des ressources énergétiques. Nous devons la soutenir. Et nous devons la renforcer. Dans l'intérêt des Albertains et de tous les Canadiens. L'annonce qu'a faite Encana hier souligne bien le sentiment d'urgence qui devrait tous nous pousser à prendre des mesures positives et productives.

Pour assurer la compétitivité du Canada dans l'économie de l'avenir, il nous faut mettre plusieurs choses au point. Mais rien de tout cela ne sera possible si nous ne nous occupons pas du secteur de l'énergie tel qu'il est aujourd'hui.

Faire rouler l'économie canadienne

Prenons un peu de recul. Pourquoi ce secteur est-il si important pour les Canadiens?

Ici en Alberta et dans l'Ouest, le secteur de l'énergie soutient directement plus d'un quart de million d'emplois. Et si l'on tient compte des emplois directs et indirects partout au pays, ce nombre monte à plus de 800 000. Et ce sont de **bons emplois**, des emplois dont le taux horaire type dépasse largement la moyenne nationale.

En 2018, le secteur de l'énergie a contribué au produit intérieur brut canadien à hauteur de 167 milliards de dollars. C'est plus que les secteurs des services financiers et de l'assurance combinés.

À son apogée, il y a quelques années à peine, le secteur contribuait pour plus de 16 milliards de dollars chaque année aux revenus du gouvernement, faisant en sorte que nous, citoyens, pouvions avoir accès à des services de premier plan, notamment en éducation et en soins de santé.

Tout ça en grande partie grâce aux combustibles fossiles, un atout historique du Canada.

D'ici quelques décennies, nos ressources énergétiques seront très différentes. Tout comme elles l'étaient il y a 50 ans. Les leaders présents aujourd'hui le comprennent – et vous pouvez constater les investissements que fait le secteur.

Le coût des technologies d'énergie renouvelable a considérablement diminué ces dernières années. Et la demande augmente. L'énergie renouvelable est la source d'énergie qui enregistre la croissance la plus rapide au monde.

Nous ne devrions pas nous en inquiéter. Nous devrions plutôt nous en **réjouir**. L'énergie, sous ses formes établies et émergentes, c'est l'affaire de notre entreprise familiale.

Aujourd'hui, nous sommes des chefs de file de la production d'énergie responsable. Demain, nous jouerons le même rôle dans les technologies d'énergie renouvelable. Je suis convaincu que les innovateurs de cette province, dont un bon nombre sont parmi nous aujourd'hui, veilleront à ce que l'Alberta demeure au premier plan en tant

que fournisseur d'énergie, grâce aux efforts de leur entreprise et à des organisations comme la COSIA.

Mais entre-temps, aujourd'hui aussi bien que demain, pour la présente génération aussi bien que pour la prochaine, le pétrole et le gaz demeureront une importante source d'énergie.

Nous en avons besoin – pour soutenir notre économie et notre mode de vie, et pour assurer les services publics essentiels qui dépendent des revenus qu'ils génèrent.

Le monde aussi en a besoin. La population mondiale augmente. L'accès à l'énergie contribue à sortir les gens de la pauvreté. Les niveaux de vie s'améliorent. Partout dans le monde, la classe moyenne est en croissance et, par conséquent, la demande des consommateurs l'est aussi.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit une augmentation de 27 % de la demande mondiale d'énergie d'ici 2040, et nous devons agir collectivement dès maintenant pour que le Canada contribue de façon importante à la satisfaire.

Cette prévision devrait nous ouvrir les yeux et nous motiver à nous rallier. Nous avons une occasion unique d'améliorer notre prospérité, pourvu que nous exploitions notre énergie de façon durable et que nous l'acheminions vers ces marchés en croissance.

Nous savons tous que c'est dans l'intérêt de l'Alberta. Ce qu'on a oublié ces dernières années, c'est que **c'est aussi** dans l'intérêt national. C'est bon pour la province et pour notre pays. Le Canada peut et doit être un chef de file du développement responsable des ressources énergétiques **et** de la durabilité environnementale.

Assurer la sécurité énergétique et réduire la volatilité du marché

Les producteurs d'énergie doivent depuis longtemps accepter la dure réalité, soit que leur entreprise est vulnérable à de nombreux facteurs sur lesquels ils n'ont aucun contrôle : difficultés commerciales, ralentissements économiques, tensions géopolitiques, décisions d'approvisionnement de l'OPEP, croissance rapide de la production de pétrole de schiste aux États-Unis... pour n'en nommer que quelques-uns.

Mais il y a d'importants éléments de l'équation que nous **pouvons** contrôler, si ce n'est en tant que secteur, alors certainement en tant que pays.

D'abord, nous pouvons contrôler notre système national de réglementation et de processus.

Il nous faut un cadre réglementaire qui soit équilibré, efficient et efficace, un cadre qui soit clairement apolitique afin que l'ensemble du pays en tire le meilleur résultat possible.

Cela ne veut pas dire que nous devons accepter tous les projets que l'on nous présente. Il faut que le plein impact de chaque projet soit correctement évalué au moyen d'analyses environnementales, et qu'il y ait en parallèle un processus de consultation auprès des peuples autochtones et de la population locale.

Toutefois, si nous voulons, en tant que pays, attirer des investissements internationaux, si nous voulons que les sociétés énergétiques d'ici tirent le maximum de leur potentiel, si nous voulons être concurrentiels à l'échelle mondiale et sortir gagnants, alors nous devons nous doter d'un cadre réglementaire moderne. Un cadre qui permet de réaliser de bons projets en temps utile.

Ensuite, nous pouvons, en tant que Canadiens, contrôler la rapidité et la **passion** avec lesquelles nous innovons.

Il nous faut donc promouvoir plus efficacement notre avantage canadien et poursuivre notre travail afin que le processus de développement soit encore plus efficient et durable.

Permettez-moi un instant d'aborder la question d'un point de vue environnemental... Parce que c'est essentiel aussi bien pour notre réputation à l'échelle mondiale que pour notre responsabilité envers les prochaines générations.

En tant que chef de file mondial en matière de production d'énergie responsable, nous ne nous rendons pas service à nous-mêmes, ni à la planète, lorsque nous minons notre propre capacité à rivaliser sur la scène mondiale.

Nous permettons en fait à d'autres pays de répondre à la demande croissante, des pays qui acheminent du pétrole, du gaz et du charbon

produits selon des normes moins rigoureuses en matière d'environnement et une gouvernance et des règlements moins responsables.

Nous devons donc commercialiser notre énergie, mais aussi continuer à bâtir et à renforcer notre réputation de fournisseur responsable. Pour ce faire, nous devons être reconnus comme un chef de file en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, auxquels les principaux investisseurs du monde accordent de plus en plus d'importance. Nous devons aussi tirer parti de notre capacité à réaliser des innovations qui réduisent l'empreinte carbone de la production **et** de la consommation d'énergie.

Exemples de technologies et de politiques novatrices

Nous observons déjà ce type d'ingéniosité. Prenons l'exemple de Suncor, qui investit 1,4 milliard de dollars dans l'installation de deux centrales de cogénération à son usine de transformation de sables pétrolifères.

Cela va faire baisser les coûts d'exploitation et les dépenses en immobilisations, réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre et ajouter 800 mégawatts de puissance au réseau électrique de l'Alberta. C'est vraiment un investissement avantageux pour tout le monde, qui illustre comment la technologie peut aider à transformer et à améliorer le secteur de l'énergie.

Pensons aussi à Cenovus, qui a dirigé un projet industriel conjoint visant à évaluer les coûts et la faisabilité de l'utilisation du CO₂ capté dans des centrales alimentées au gaz naturel pour produire de l'électricité à l'aide d'une technologie de pointe.

Les progrès que réalise Canadian Natural Resources dans le domaine du captage et du stockage de carbone sont aussi impressionnants : 2,7 millions de tonnes de CO₂ capté chaque année, ce qui en fait un chef de file mondial de la séquestration de carbone. À l'usine de Quest seulement, on a capté de façon permanente et stocké en toute sécurité quatre millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent des émissions annuelles d'**un million** de voitures.

Ce qu'ont en commun ces sociétés, c'est leur capacité à réduire l'intensité carbonique de leur pétrole extrait de sables bitumineux pour qu'elle soit égale ou inférieure à celle d'autres sources de pétrole.

Ne nous méprenons pas : selon l'Agence internationale de l'énergie, le captage du carbone est essentiel à la lutte contre les changements climatiques.

Nous pouvons tirer parti de ce type d'investissement responsable et axé sur l'avenir. Et le gouvernement peut aider en rendant le captage du carbone plus courant et plus réalisable.

Dans la continuité de la déduction pour amortissement accéléré pour le matériel de production d'énergie propre annoncée dans l'Énoncé économique de l'automne 2018, le gouvernement fédéral doit mettre en place un crédit d'impôt sur mesure pour encourager le captage et la séquestration.

Aux États-Unis, un crédit d'impôt semblable existe déjà : 35 \$ par tonne de CO₂ capté s'il est utilisé aux fins de récupération assistée du pétrole, et 50 \$ s'il est enfoui.

Les entreprises pourraient ainsi immédiatement passer en charges la dépréciation associée à l'achat de l'équipement, et être ensuite récompensées de façon continue pour leurs efforts de captage et de stockage des émissions.

La technologie **fait partie** de la solution aux changements climatiques. Il faut qu'une politique publique qui encourage les comportements responsables d'une façon plus viable du point de vue économique soit mise de l'avant.

Il est essentiel de réaliser ce type d'innovation. Nous savons que les investisseurs internationaux sont de plus en plus préoccupés par les émissions de gaz à effet de serre et la durabilité environnementale, tout comme l'est la population au Canada et ailleurs le monde.

J'aimerais d'ailleurs féliciter le premier ministre Jason Kenney pour la décision qu'a prise son gouvernement de lancer le Programme d'innovation technologique et de réduction d'émissions plus tôt

cette semaine. C'est logique sur le plan politique, et c'est un important message qui indique aux marchés internationaux que nous prenons les changements climatiques au sérieux.

Il est important que le secteur témoigne de sa volonté sincère de réduire les émissions par baril. Nous devons aussi parler plus largement des gains en efficacité et démontrer un intérêt et une aptitude à utiliser les technologies pour réduire l'empreinte environnementale.

Comme Tiff Macklem l'a indiqué dans son récent rapport sur la finance durable, si nous n'agissons pas ainsi, cela pourrait entraîner la dévaluation des actifs énergétiques du Canada. Selon lui, il est essentiel que nous ayons une meilleure gestion des données et de meilleurs mécanismes de production de rapports si nous voulons continuer à tirer parti de notre richesse naturelle.

Le gouvernement peut aussi aider le secteur pétrolier et gazier à fonctionner de façon plus rentable.

Il pourrait mieux soutenir l'exploration et l'exploitation en ayant recours à des techniques de financement et à des cadres fiscaux novateurs. Les actions accréditives, qui ont déjà contribué de façon importante à stimuler les travaux d'exploration dans le secteur, en sont un exemple. Il faut maintenant faire preuve de créativité pour aider à soutenir le secteur dès aujourd'hui.

Enfin, il y a quelque chose d'autre que **nous pouvons** contrôler en tant que pays : l'approbation et la construction de pipelines.

En tant que nation, nous pouvons faire en sorte que notre pétrole puisse être acheminé aux marchés qui en ont besoin et où il atteindra le prix le plus élevé.

Aucune entreprise, aucun Canadien ne profite d'une situation où nos producteurs sont forcés de vendre leur pétrole brut selon un différentiel pouvant atteindre 40 \$ le baril. Les producteurs et les gouvernements en souffrent, de même que les familles et les collectivités. Autrement dit, nous en souffrons **tous**.

Dans un secteur instable où nous contrôlons si peu de choses, nous devons prendre des décisions

judicieuses, rapides et avisées qui nous permettent de tirer le maximum de ce que nous pouvons contrôler. L'insuffisance de la capacité pipelinière présente une grave menace pour notre économie.

Autrement dit : on ne saurait trop insister sur l'importance de lancer le projet d'agrandissement du pipeline Trans Mountain et de le remettre entre les mains du secteur privé, idéalement en veillant à ce que la communauté autochtone occupe une place importante dans la structure de propriété. Le projet Trans Mountain est essentiel à la prospérité du secteur, à la prospérité de l'Alberta et à la prospérité du Canada dans son ensemble. Il contribue à bâtir la nation, purement et simplement.

Soyons parfaitement clairs : la controverse entourant l'exploitation des ressources n'est pas un phénomène nouveau. Déjà, dans les années 1970, votre ancien premier ministre, Ernest Manning, réclamait ce qu'il décrivait comme un « équilibre intelligent entre un besoin démontrable d'intérêt public et une préoccupation environnementale légitime ».

Face au défi que représentent les changements climatiques, le Canada devrait chercher à atteindre cet équilibre intelligent.

Nous devrions trouver encourageants les progrès enfin en cours à Kitimat, soit la construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié qui, au bout du compte, permettra au gaz naturel canadien de remplacer le charbon comme source d'énergie dans des marchés outremer comme la Chine, qui brûle quatre fois plus de charbon que tout autre pays du monde. Le gaz naturel liquéfié produit en Colombie-Britannique aura l'un des niveaux de dioxyde de carbone les plus bas par tonne comparativement à tout autre gaz de ce type produit ailleurs sur la planète.

Ce sera une étape importante dans la lutte contre les changements climatiques. Les émissions à l'échelle mondiale seront réduites grâce au Canada, grâce au travail acharné et au dévouement des producteurs de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Du même coup, l'Ouest et le Canada dans son ensemble en tireront des avantages économiques. C'est la formule gagnante pour tous, ainsi qu'un

autre exemple montrant bien qu'il est dans l'intérêt national de s'attaquer à ces problèmes.

En tant que pays, nous devons demeurer le chef de file mondial de la production de ressources traditionnelles **et** des innovations technologiques qui favoriseront les énergies renouvelables de prochaine génération.

C'est la voie à suivre pour assurer notre réussite économique d'aujourd'hui et de demain.

Nous ne pouvons pas nous attendre à améliorer notre position à l'échelle mondiale sans au préalable mettre de l'ordre chez nous, au pays. Nous devons prouver au monde entier que nous pouvons mener à bien de grands projets. Nous devons continuer de montrer que nous pouvons équilibrer nos priorités économiques et environnementales.

Je comprends la nature litigieuse du projet Trans Mountain, mais c'est un projet que nous pouvons mener à bien sans nous prêter à d'autres débats au Parlement ou au sein du Cabinet.

C'est un projet qui rendra possible le transport de près d'un million de barils de pétrole par jour jusqu'aux côtes et jusqu'aux marchés où la demande est élevée.

C'est un projet qui est de toute évidence dans l'intérêt national, et le gouvernement devrait faire tout en son pouvoir pour le réaliser, et rapidement.

J'aimerais terminer en soulignant une vérité fondamentale : notre pays ne doit pas boudier ses forces ni renier son passé.

Nous avons une abondance de ressources naturelles et notre économie dépend de leur exploitation et de leur vente. Nous avons l'expertise nécessaire pour exploiter ces ressources de façon responsable. **Nous le faisons mieux que quiconque.**

Nous avons le potentiel de contribuer à alimenter le monde de façon durable, pourvu que nous investissions pour rendre notre secteur établi aussi efficient, responsable et moderne que possible.

En même temps, nous comprenons que le monde change. On développe et adapte de nouvelles formes d'énergie, et ce nouveau secteur n'a

toujours pas son chef de file. Il appartient au Canada de le devenir.

C'est en partie pourquoi la Banque CIBC s'est engagée à consacrer 150 milliards de dollars à des initiatives de finance durable d'ici 2027. Cet engagement permettra de concevoir et de mettre en œuvre des solutions novatrices pour nos clients afin de relever d'importants défis environnementaux, y compris les changements climatiques.

Il ne fait aucun doute que le Canada, en tant que pays, et que l'Alberta, en tant que province, doivent se concentrer sur les prochaines étapes. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue ce qui se passe actuellement.

Ensemble, en tant que Canadiens, nous devons tirer le maximum de nos ressources abondantes, en les vendant dans le plus grand nombre de marchés possible pour obtenir le prix le plus élevé possible.

Nous devons aussi innover pour devenir des chefs de file mondiaux en matière d'énergie propre et de développement responsable des ressources énergétiques, et ainsi contribuer à lutter contre les changements climatiques. En exploitant le pouvoir de la technologie et de l'innovation, nous pouvons connaître à la fois la croissance économique **et** la durabilité environnementale.

Je sais que certaines institutions financières se détournent des marchés traditionnels de l'énergie.

La Banque CIBC a été la première banque à charte à ouvrir un centre bancaire à Calgary, il y a plus de 100 ans. Dans les années 1950, nous avons été la première banque à créer un service de mise en valeur des ressources afin de soutenir le secteur pétrolier émergent.

Nous étions là quand tout a commencé. Nous avons été là en toutes circonstances, bonnes ou mauvaises.

Nous connaissons votre secteur et vos activités, et nous serons là pour vous aider à relever les défis et à saisir les occasions qui se présenteront.

Faisons croître l'entreprise familiale et renforçons notre pays **ensemble**.

Merci.